



**HAL**  
open science

**“ Migrations temporaires dans l’agriculture méditerranéenne : multiplicité des temps sociaux, duplicité des temps politiques ”**

Béatrice Mésini

► **To cite this version:**

Béatrice Mésini. “ Migrations temporaires dans l’agriculture méditerranéenne : multiplicité des temps sociaux, duplicité des temps politiques ” . Migrations et temporalités en Méditerranée, 2017. hal-01771306

**HAL Id: hal-01771306**

**<https://hal.science/hal-01771306>**

Submitted on 15 May 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Migrations et temporalités en Méditerranée  
Les migrations à l'épreuve du temps (xix<sup>e</sup>-xxi<sup>e</sup> siècle)

sous la direction de  
Virginie Baby-Collin, Sylvie Mazzella, Stéphane Mourlane,  
Céline Regnard, Pierre Sintès

Karthala  
Maison méditerranéenne des sciences de l'homme

Béatrice Mésini

## Migrations temporaires dans l'agriculture méditerranéenne : multiplicité des temps sociaux, duplicité des temps politiques

157

L'objectif de cette contribution est d'actualiser le concept de « coexistence des temps sociaux » mis au jour par Georges Gurvitch, dans une sociologie qui met en relief la « discontinuité des types, des échelles et des hiérarchies des temps multiples<sup>1</sup> ». Le temps social est défini par l'auteur comme un « temps de coordination et de décalage des mouvements des phénomènes sociaux totaux, qu'ils soient globaux, groupaux ou microsociaux<sup>2</sup> ». Il distingue différents temps qui se rencontrent et se heurtent en fonction de la pluri-dimensionnalité des phénomènes sociaux : les temps morphologiques-écologiques transfigurés par l'action humaine collective, celui des appareils organisés et rigides dominés par des schémas arrêtés, ceux des modèles, règles, signaux d'une certaine régularité, mais aussi ceux des symboles, idées et valeurs collectifs et signes qui servent de médiateurs.

C'est sous l'angle de la migration de travail que nous analyserons les mobilités temporaires des migrants andins dans l'agriculture méditerranéenne, en explorant la « multiplicité des temps sociaux » que les dispositifs agencent pour les pays considérés (États-membres et Pays tiers) et révèlent chez les acteurs socio-économiques (employeurs, entreprises utilisatrices et travailleurs détachés). La pluralité des temps sera exposée « sous le double aspect de la conscience qu'en ont les acteurs, dans les différents cadres sociaux et les temps réels dans lesquels ils se meuvent<sup>3</sup> ». La méthode dialectique qu'il utilise lui permet « d'une part, de saisir les rapports entre des temps sociaux multiples, d'autre part de les relier aux phénomènes sociaux qui sont à la fois producteurs et produits des temps sociaux<sup>4</sup> ». Au fil de l'analyse des faits et récits, nous mobiliserons les huit temps sociaux qu'il décrit : de longue durée, de trompe-l'œil, arythmique, cyclique, en retard sur lui-même, d'alternance, en avance et explosif.

Les Entreprises de travail temporaire (ETT) espagnoles, spécialisées dans le travail temporaire en agriculture, mettent à disposition du marché national et européen des travailleurs détachés, principalement équatoriens, colombiens, boliviens et péruviens : Agriverdes del Mediterráneo, Agroempleo, Agroprogres, Emagri, Safor Temporis...<sup>5</sup>

158

En premier lieu, nous explorerons ce dispositif d'intérim transnational qui instaure un système de relations asymétriques entre acteurs économiques et sociaux mus par et agis par des temporalités distinctes en Europe : une entreprise de travail temporaire immatriculée à Murcie, des travailleurs d'Amérique latine qu'elle recrute en Espagne et des entreprises utilisatrices en France. Puis nous subjectiverons les temporalités de l'expérience migratoire dans les témoignages recueillis, en objectivant les différentiels qualitatifs et quantitatifs de législations, de droits, de revenus et de coûts qui encadrent et conditionnent les mobilités entre pays d'origine, d'accueil et de mise à disposition. Enfin, l'analyse nous conduira à qualifier les diverses temporalités, en singularisant les temps physiques et sociaux, culturellement multi-situés, économiquement justifiés et politiquement hiérarchisés.

### Le temps cyclique de la productivité, rentabilité et flexibilité entrepreneuriale

Nouvelle procédure de recrutement dans le secteur agricole, le détachement de travailleurs, dont les flux vont croissants en France, passe de 1 443 individus en 2000, à 10 121 en 2006 et à 35 000 en 2009 selon l'enquête de la délégation générale du travail<sup>6</sup>.

### Le temps d'alternance

Après la fermeture des frontières en 1974, l'Office des migrations internationales (OMI) qui introduisait annuellement environ 4 000 saisonniers dans le département des Bouches-du-Rhône, a été remplacé en 2005 par l'Agence nationale de l'accueil des étrangers (ANAEM) qui a perdu le monopole des opérations de recrutement. La grève des 240 saisonniers OMI, tunisiens et marocains, durant la récolte des pêches en juillet 2005 sur une exploitation arboricole de 1 700 ha en Crau s'est soldée par la liquidation judiciaire des deux sociétés incriminées, la non-réintroduction des grévistes maghrébins en 2006<sup>7</sup> et le recours opportun aux travailleurs latino-américains détachés d'Espagne<sup>8</sup>.

Le temps d'alternance est celui des groupements d'activités économiques, dans un temps qui oscille « entre retard et avance et dans lequel les actualisations du passé et de l'avenir dans le présent entrent en compétition,

dans un combat sans fin car leur force est égale<sup>9</sup> ». L'ETT Terra Fecundis immatriculée à Murcie en 2000, a été créée par trois jeunes entrepreneurs pour proposer une main-d'œuvre adaptée aux aléas du secteur agricole. Les années passées par les gérants dans la cueillette des pommes et des poires en France durant leurs études leur ont permis de recenser les besoins du marché national, puis de constituer une équipe spécialisée détachée dans les services de cueillette, d'élagage, de manutention et de montage de serres dans l'Union européenne. L'ETT qui employait 778 travailleurs temporaires principalement Équatoriens dans le département en 2004, en compte 2 318 en 2012, mis à disposition de 180 exploitations arboricoles et maraîchères des Bouches-du-Rhône, mais aussi dans les départements du Gard, Vaucluse, Drôme, Corse, Pyrénées, Landes... La main-d'œuvre recrutée par l'entreprise espagnole est en cours de diversification, avec des migrants colombiens, péruviens, boliviens et argentins rencontrés dans le bassin de la Crau entre 2007 et 2012<sup>10</sup>. Les statistiques des salariés introduits et détachés montrent le processus de substitution entre deux formes de recrutement de la main-d'œuvre étrangère, ainsi que la progression des contrats de mission, des salariés détachés et des entreprises utilisatrices entre 2008 et 2012, comme le montrent les figures 1 et 2.

159

Les salariés évoluent dans « un temps cyclique, sorte de danse sur place, dans lequel le passé, le présent et l'avenir sont projetés mutuellement l'un dans l'autre, accentuant leur continuité et affaiblissant la contingence<sup>11</sup> ». L'observation de la temporalité des mobilités montre que les travailleurs détachés cumulent plusieurs contrats de mission selon les saisons, qui vont de quelques mois à quelques semaines, ponctués de changements d'exploitations en France, mais aussi d'allers-retours en Espagne et occasionnellement dans leur pays d'origine. Les retours dans la péninsule Ibérique sont fréquents pour procéder aux transferts financiers en Équateur mais aussi pour faire le suivi administratif avec le service juridique de l'ETT qui prend en charge les demandes de permis de travail et de résidence, les visas, les déclarations de revenu, la nationalité espagnole, le regroupement familial, les cartes d'étudiants, les transports et loisirs et le rapatriement.

Si l'on considère les 517 salariés détachés de l'ETT-TF dans le département en 2009 pour lesquels la durée a été renseignée dans le contrat, 250 en ont effectué 2, 142 (3), 78 (4), 29 (5), 14 (6), 3 (7), tandis qu'un travailleur en a enchaîné 9 dans l'année. Ils sont majoritairement mis à disposition des employeurs par le biais de contrats courts, tandis que le nombre de mois travaillés dans le département a triplé entre 2008 et 2012, passant de 2 234 à 7 404 (Fig. 3 et 4).

Béatrice Mésini

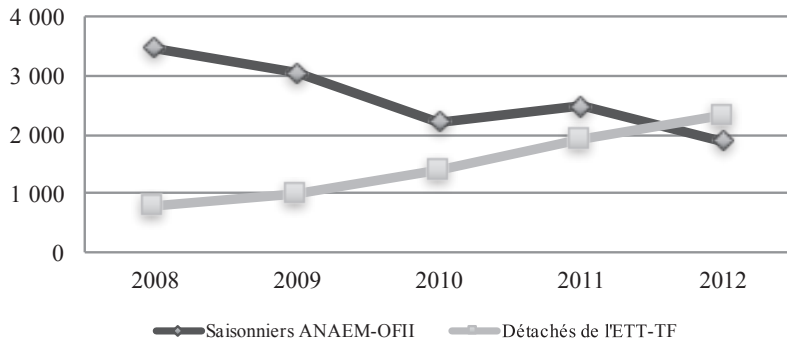


Fig. 1 – Évolution des contrats saisonniers ANAEM-OFII et détachés de l'ETT-TF dans les BDR entre 2008 et 2012.

160

Sources : B. Mésini, Source de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la Formation professionnelle des BDR, transmis par la Confédération française démocratique du travail en mars 2013.

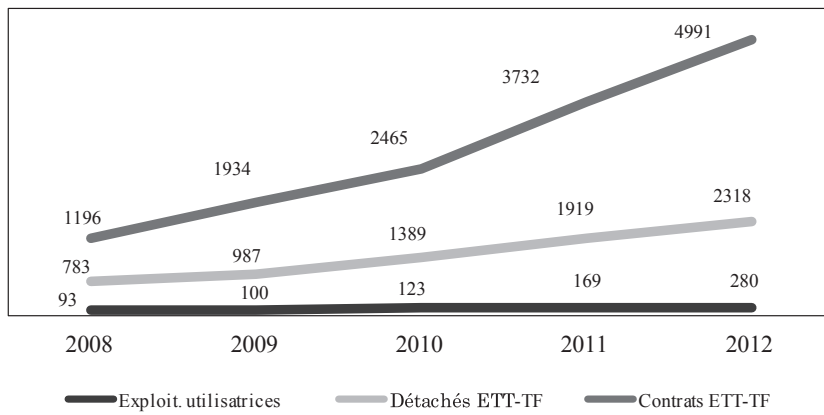


Fig. 2 – Progression du nombre de contrats déclarés, de salariés détachés et d'exploitations agricoles utilisatrices dans les BDR.

Sources : B. Mésini, Source de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la Formation professionnelle des BDR, transmis par la Confédération française démocratique du travail en mars 2013.

### Migrations temporaires dans l'agriculture méditerranéenne

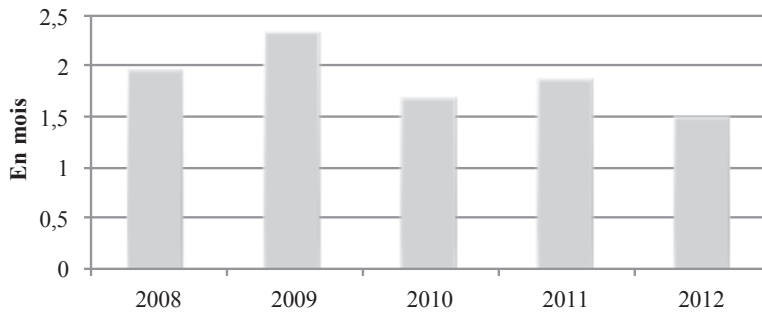


Fig. 3 – Durée moyenne des contrats des travailleurs détachés par l'ETT-TF dans les BdR.  
Sources : B. Mésini, Source de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des BdR, transmis par la CFDT en mars 2013.

161

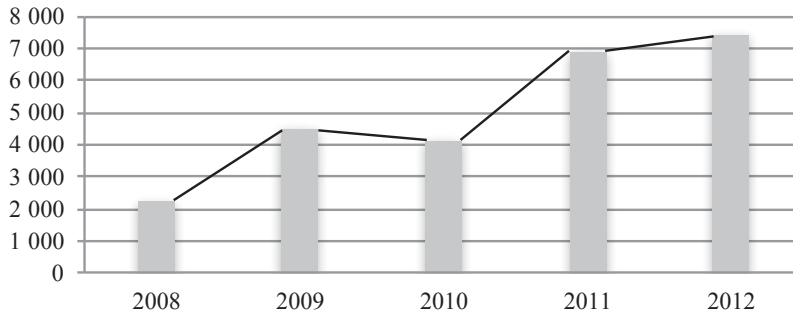


Fig. 4 – Évolution du total des mois travaillés par les travailleurs de l'ETT dans les BdR.  
Sources : B. Mésini, Source de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des BdR, transmis par la CFDT en mars 2013.

Les employeurs ont intensifié le travail en embauchant des travailleurs détachés latino-américains plus flexibles et « dociles » que les saisonniers maghrébins introduits depuis quarante ans, et dont la coprésence assure l'augmentation du rendement productif des équipes sur les exploitations. Pour les exploitations utilisatrices, l'adaptation de la production aux variations du marché passe à la fois par une flexibilité d'externalisation de la gestion du travail et par une flexibilité interne fonctionnelle basée sur la productivité, la polyvalence et la mobilité des salariés dans les tâches. Pour faire face aux variations de la conjoncture, « les employeurs s'approvisionnent sur le marché secondaire de l'emploi, qui permet d'éviter les coûts des travailleurs permanents lorsque ceux-ci ne sont utiles qu'une partie du temps [...]. Le facteur travail est considéré comme adaptable, à l'inverse du capital, qui a fait l'objet d'un investissement dans la longue durée et qui doit nécessairement être amorti<sup>12</sup> ».

Plus onéreuse que les contrats saisonniers puisque le coût horaire est de 16 euros pour l'employeur<sup>13</sup>, la main-d'œuvre détachée est jugée plus rentable puisque son volume est strictement calqué sur les besoins journaliers de la production<sup>14</sup>. L'entreprise est ainsi devenue « le lieu et le temps essentiel de la régulation sociale » en prenant le pouvoir sur le temps des hommes : « Le temps est soumis aux rythmes de la production, de plus en plus vide de signification, de plus en plus réduit à une simple comptabilité numérique [...], devenant un système abstrait de mesure quantitative qui s'impose comme une contrainte en soi »<sup>15</sup>.

### **Le temps en avance sur lui-même**

162 C'est le temps prédominant du capitalisme concurrentiel « dans lequel le discontinu, le contingent et le qualitatif triomphent sur leurs contraires <sup>16</sup> ». En développant jusqu'en 2004 l'activité de détachement de travailleurs temporaires en France, Italie, Portugal, l'entreprise a privilégié, dans un premier temps, une stratégie d'externalisation *nearshore*, qui consiste à implanter une activité économique dans un pays proche du pays d'origine, aussi bien géographiquement que culturellement.

Dans un second temps, les nouveaux créneaux identifiés dans le cadre du développement de l'entreprise ont conduit les partenaires à diversifier leurs activités de services en Europe (main-d'œuvre, transport, immobilier). La structure de l'entreprise se compose du groupe Jumaf Méditerranée créé en 2004 et Méditerranée Terra Bus constitué en 2005, principalement pour assurer les transferts du personnel intérimaire. Dans une optique de productivité et d'avantage comparatif offerts par les pays d'implantation, l'ETT a ouvert en 2009 un bureau au Portugal (Porto), tandis qu'à terme, les gérants programment l'élargissement géographique de leurs activités en Belgique, en Hollande (horticulture) et dans le Kent GB (fraisiculture)<sup>17</sup>. Selon l'un des gérants, la crise économique est une opportunité pour l'entreprise qui disposerait de 12 000 demandes d'immigrants prêts à être employés dans n'importe quel pays de l'Union européenne<sup>18</sup>. Les responsables de l'entreprise ont d'ailleurs reçu trois prix depuis 2009, attestant de leur reconnaissance régionale et nationale dans le monde de l'entrepreneuriat<sup>19</sup>.

En quête de diversification d'activités rentables, l'ETT-TF a créé en 2005 le groupe Terra Housing Méditerranée pour favoriser l'achat de biens immobiliers en Espagne puis en 2006 Mitad del Mundo Real Estate Services, pour vendre des logements dans les pays d'origine avec un financement espagnol. Afin d'assurer le financement de programmes immobiliers dans les pays d'origine, l'ETT travaille avec les autorités nationales et la Banco Popular qui a conclu un accord avec la Banco Pichincha d'Équateur, caution et garant du logement. L'offre de produits financiers constitue une meilleure opportunité que les transferts d'argent



dans les pays d'origine selon Rafael Duarte, directeur des institutions financières internationales de Banco Popular, qui estime en 2004 que la « bancarisation de l'immigré représente une formidable opportunité pour les banques espagnoles, le crédit pouvant servir de levier, en dépit de la frilosité des entités financières européennes à assumer les risques en Amérique latine<sup>20</sup> ». Les prêts sont accordés jusqu'à 70 % de la valeur estimative du bien, pour un montant maximal de 100 000 dollars, remboursable sur une période de dix ans (durée estimée). La société a vendu des centaines de maisons, mais l'objectif d'une deuxième phase est de construire, vendre et financer des programmes en Espagne et en Italie<sup>21</sup>.

Entre 2004 et 2007, cinq millions de crédits avec garantie hypothécaire ont été octroyés pour l'achat de logements en Espagne. Une enquête portant sur les effets de la « fièvre de la brique » dans le pays indique que près de 500 000 familles migrantes ont contracté des prêts hypothécaires et qu'elles subissent de graves abus notamment en raison de crédits aux taux croissants<sup>22</sup>. De nombreux migrants séduits par les plans de financements immobiliers ont perdu à la fois leur logement, la totalité du capital financier investi et se sont surendettés, notamment en se portant garants d'autres emprunts contractés par des membres de la famille ou d'amis<sup>23</sup>.

163

Explorant la concurrence des temps, l'analyse proposée par Jean Boyer postule « un renversement de la causalité entre le temps de l'économie et celui de la finance », secteur clef qui pilote désormais le mode de gestion des firmes. La stratégie des banques de crédit hypothécaire, imitant les banques d'investissement et adoptant le court-termisme de la finance, « entre en conflit avec les divers temps sociaux qui n'ont pas cette plasticité [...]. L'abondance du crédit et des liquidités ont alimenté une croissance, faussement interprétée comme l'entrée dans une ère de stabilité garantie et de prospérité sans fin<sup>24</sup> ».

## Coexistence et conflit de temporalités dans les trajectoires biographiques

Les récits autobiographiques des travailleurs latino-américains rencontrés renvoient aux composantes socio-historiques de routes migratoires sans cesse recomposées au gré des aléas, conjonctures et opportunités économiques et politiques.

### **Le temps de longue durée et au ralenti**

Dans ce temps, qui concerne principalement les groupements de parenté, de localité et les ruraux, le passé est projeté dans le présent et l'avenir. Paradoxalement, c'est le plus continuiste des temps sociaux, souligne

Gurvitch, « bien qu'il garde une forte dose de qualitatif et de contingent, liée aux significations multiples dont il est pénétré »<sup>25</sup>. Dans les années 2000, l'Équateur a connu une forte récession économique principalement causée par une crise bancaire, qui a provoqué la migration de milliers de ses citoyens vers d'autres pays, principalement les États-Unis et l'Espagne, en raison de ses liens historiques et culturels avec l'ancienne colonie andine<sup>26</sup>. L'établissement de migrants sud-américains s'est effectué de manière soutenue en Espagne, passant de 200 000 en 1996 à 1,5 million en 2005, soit 42 % de l'ensemble des migrants<sup>27</sup>.

164

V. Baby-Collin G. Cortes et N. Miret soulignent cette singularité de la migration des Équatoriens et Boliviens, originaires de pays à forte dominante rurale, dont la permanence d'un « savoir-faire » pourrait faciliter l'insertion dans le marché agricole. Les équipes de travailleurs agricoles (*cuadrillas*), qui se déplacent d'un secteur à l'autre selon le calendrier agricole, se forment souvent à partir de « l'ancrage communautaire et des valeurs de proximité ». Les premières filières des années 1980-1990 ont été impulsées par les migrants d'origine rurale des provinces du Sud de l'Équateur (Loja, Cuenca, Cañar...) partis travailler dans les régions d'agriculture intensive de Murcie<sup>28</sup>.

À travers le traitement par la presse de l'immigration équatorienne dans une zone agricole de Murcie au tournant des années 2000, Claudia Pedone montre que les représentations oscillent entre des figures rhétoriques d'une société d'accueil (solidarité, accueil, aide, intégration) et d'exclusion (invasion, menace, risque, insécurité) conduisant aux phénomènes de stigmatisation, racisme et xénophobie. Passée d'abord inaperçue en regard des travailleurs maghrébins massivement installés depuis les années 1980, la question des différences culturelles des Latino-Américains a d'abord été minorée puis, dans un second temps, l'afflux massif et rapide a provoqué un effet de saturation du marché de la main-d'œuvre et la mise en concurrence de tous les migrants journaliers et occasionnels (avec ou sans papiers) dans les bassins de production agricole, entraînant des difficultés d'accès au logement et des conflits sociaux<sup>29</sup>.

Le décès de douze Équatoriens dans un camion heurté par un train, à Lorca le 4 janvier 2001, a servi de catalyseur pour visibiliser leurs conditions de vie et questionner les droits des travailleurs immigrés en Espagne : la camionnette qui transportait quatorze personnes pour huit places, circulait de nuit sur des routes secondaires pour éviter les contrôles, les travailleurs étaient illégaux<sup>30</sup>. Dans son « surgissement » comme dans sa « déchirure », cet événement a rouvert « les champs de la mémoire et du possible par référence à de nouveaux principes d'intelligibilité<sup>31</sup> ». L'inspection du travail s'est engagée à mener une campagne exemplaire contre l'exploitation des migrants, tandis que les associations de défense des

droits, des peuples et des cultures, se sont mobilisées dans une campagne unitaire nationale et européenne : « Personne n'est illégal ».

### **Le temps « trompe-l'œil »**

Applicable à des types différents de « continuums évolutifs », le concept de temps est défini par Elias comme « cadre de référence à un groupe humain » qui lui sert pour comparer une phase dans un flux d'événements appartenant à d'autres séquences de flux<sup>32</sup>. Corroborant la transmission familiale d'un savoir-migrer<sup>33</sup>, le parcours migratoire de Juan a été initié par celui de trois aînés ayant émigré aux États-Unis et en Espagne. Originaire de la province rurale de Loja dans le Sud de l'Équateur, cadet d'une fratrie de cinq frères et quatre sœurs, il a élaboré son projet en deux temps : la construction d'une petite maison dans son village, puis l'épargne d'environ 15 000 euros pour acheter une boucherie (son père est éleveur de cochons)<sup>34</sup>.

165

Détenteur d'une carte de résidence et de travail espagnole, il est détaché depuis 2003 par l'ETT-TF dans les exploitations du Sud de la France, rémunéré 7,25 euros de l'heure, sans distinction de jours fériés, ni de week-end et reçoit 150 euros d'avance en espèces tous les quinze jours<sup>35</sup>, pour faire les courses dans les discounts de la ville voisine, covoituré par un minibus de l'entreprise. Le reste de son salaire est versé en Espagne. Il acquitte 20 euros pour les transferts financiers effectués vers l'Équateur et 200 euros à l'entreprise pour le trajet en bus lors de ses retours en Espagne, portés à 300 euros en janvier 2011. Il ne paie ni loyer ni charges pour son logement collectif en mobile home en France, présenté comme vétuste, inadapté au froid hivernal et à la chaleur estivale. De surcroît, le chauffage y est coupé dans la journée durant les mois d'hiver, tout comme l'eau et l'électricité au terme du contrat.

Détaché depuis 2007 dans une exploitation arboricole de la Crau, Juan a peu à peu gagné la confiance de l'employeur qui l'a progressivement embauché sur des contrats plus longs, soit huit mois de mai 2010 à février 2011. L'exploitant agricole ne parlant pas un mot d'espagnol, c'est lui qui explique les tâches aux nouveaux travailleurs détachés de l'ETT-TF (160 en 2010) et qui maintient la cadence pour les opérations de cueillette, éclaircissement ou taille des fruitiers.

Le temps en trompe-l'œil décrit par Gurvitch est un temps « paradoxal, qui sous l'apparence de la longue durée cache des virtualités de crises brusques et inattendues », un temps à la fois « ralenti et tourmenté, coupé de crises brusques et d'explosions imprévisibles, qui admet des interruptions par des torrents de discontinuité<sup>36</sup> ». Après plusieurs années d'interconnaissance, Juan confie les exigences et admonestations quotidiennes sur le rendement, la mise en concurrence des équipes, mais aussi les menaces de mise à

ped<sup>37</sup> en cas de baisse de productivité ou de discussion pendant le travail. Le poste occupé de « chef d'équipe » ne lui confère aucune gratification de qualification ou de salaire, mais lui procure deux réels avantages : un contrat moral de réemploi au terme de ses missions et la mise à disposition d'un local pour y entreposer ses affaires durant ses absences, sur le mode de la fidélisation informelle décryptée par Jounin en 2010. Renvoyé après une dispute par l'exploitant agricole de la Crau en 2012, puis détaché dans d'autres départements, Juan a été rapatrié en Espagne en novembre 2013, victime d'un accident du travail.

### Le temps irruptif des crises

166 Située à l'intersection « du champ d'expérience et de l'horizon d'attente » selon Koselleck, l'historicité s'entend comme « la capacité des acteurs à inscrire leur présent dans un temps signifiant, par la conception qu'ils s'en font, les interprétations qu'ils s'en donnent et les récits qu'ils en forgent<sup>38</sup> ».

### Le temps arythmique des battements irréguliers

Entre l'apparition et la disparition des rythmes<sup>39</sup>, le temps arythmique est celui « de l'incertitude où la contingence se trouve particulièrement accentuée, dans lequel le présent paraît l'emporter sur le passé et sur l'avenir, avec lesquels il entre parfois difficilement en rapport<sup>40</sup> ». Outre les crises économique et sociale que traverse l'Équateur, c'est l'arrivée de touristes européens, Allemands, Français, Belges et Hollandais, qui a placé Juan en situation de concurrence inégale pour l'accès à la propriété et à l'activité, puisque les prix ont doublé dans sa région natale, un terrain constructible dépassant les 50 000 euros, tandis que la location d'une échoppe est passée de 200 à 400 euros en une dizaine d'années.

Les témoignages exposent plusieurs « plans étagés de la réalité sociale », mais aussi divers « régimes d'historicité » propres à chaque société rencontrée, « un arrière-plan commun à une multitude d'expériences du temps »<sup>41</sup>. Miguel, qui vient travailler en France pour la première fois en septembre 2010, découvre le froid et la pénibilité de l'activité agricole, temporairement mis à disposition chez un agriculteur voisin de celui de Juan<sup>42</sup>. D'origine péruvienne, il a travaillé pendant dix ans dans l'industrie en Espagne, payé entre 1 400 et 1 800 euros mensuels comme tourneur-fraiseur, soit dix fois plus que dans son pays d'origine où le salaire moyen d'un ouvrier est de 185 dollars US (167 euros). En raison de son ancienneté, il a fait partie de la première vague des licenciés de son usine en 2009, son employeur toutefois s'engageant à le réembaucher dès la reprise de l'activité. Après sept mois de chômage dans sa branche, il s'est

résolu à postuler dans le secteur agricole. Embauché en trois jours par l'ETT-TF, il s'étonne d'avoir passé aussi vite les étapes de la sélection, « physiquement » choisi parmi de nombreux postulants, alors qu'il venait compléter son dossier déposé la veille.

Miguel corrobore le mouvement de retour des populations latino-américaines immigrées en Espagne, incriminant l'augmentation du chômage, du coût de la vie mais aussi la montée du racisme et de la xénophobie dans les bassins d'emplois, effet de la coprésence de nombreux migrants roumains, subsahariens et maghrébins. Selon lui, les compatriotes rentrent au Pérou car le ratio entre le montant du salaire et le coût de la vie se rééquilibre là-bas, où un repas coûte en moyenne 1 euro.

Sondant les contraintes qui pèsent sur les hommes ou auxquelles ils se soumettent, Norbert Elias suggérait que tout homme se gouverne lui-même dans une certaine mesure, « sa marge de décision et de liberté résultant de l'aptitude à contrôler des équilibres flexibles et en perpétuelle évolution<sup>43</sup> ». Reparti en Espagne en octobre 2010, puis embauché dans le secteur agricole au tarif de 5,50 euros de l'heure, Miguel a finalement choisi de migrer aux États-Unis en 2011, pour réaliser à terme son projet de création d'une entreprise d'usinage de portes et fenêtres en Équateur.

167

### **Le temps explosif**

Le temps explosif dissout le présent et le passé dans la création d'un avenir immédiatement transcendé. « Tel est le temps des actes de création dans lequel le discontinu, le contingent et le qualitatif sont portés à leur maximum [...]. Il fait vivre dangereusement les structures globales et partielles qui s'y meuvent, car il comporte le maximum de risque et exige le maximum d'effort<sup>44</sup> ». Si l'on considère l'évolution de la présence étrangère en Espagne, on observe une inflexion pour l'ensemble des nationalités entre 2009 et 2010 (Fig. 5). La crise économique et financière a stoppé la dynamique migratoire : entre 2009 et 2013, 432 689 migrants latino-américains, dont 231 851 Équatoriens, ont disparu des registres le Padrón<sup>45</sup>.

Selon l'Enquête sur la population active, l'Espagne comptait un million d'étrangers parmi les 4,7 millions de chômeurs à la fin de l'année 2010, dont le taux de chômage était de 32 % au milieu de l'année 2011<sup>46</sup>. Premier effet induit par la crise économique, la mise en concurrence des migrants avec les chômeurs espagnols dans le secteur agricole, reconvertis dans l'agrotourisme en Espagne<sup>47</sup> ou dans les travaux saisonniers (14 700 vendangeurs espagnols en France en 2013). L'animateur de l'Association départementale pour l'emploi et la formation en agriculture (ADEFA) de l'Hérault observe que les Espagnols « reproduisent le schéma de vingt ans en arrière » en proposant de venir à quatre ou cinq pour constituer leurs équipes<sup>48</sup>.

Béatrice Mésini

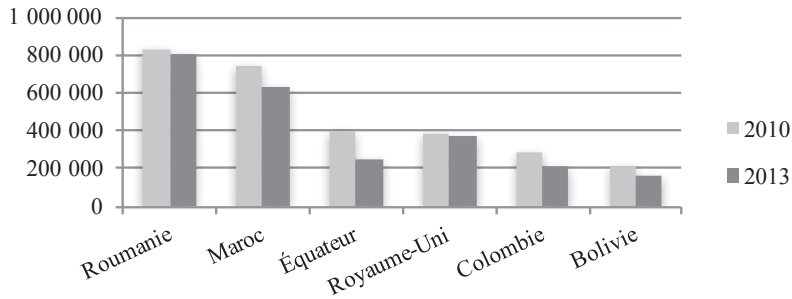


Fig. 5 – Évolution de la présence en Espagne entre 2010 et 2013 des migrants selon leur pays d'origine (sup. 200 000).

168 Sources : B. Mésini, Données de l'Institut national de statistiques INE, Statistique des migrations. <http://www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&path=%2Ft20%2Fp277&file=inebase&L=0>

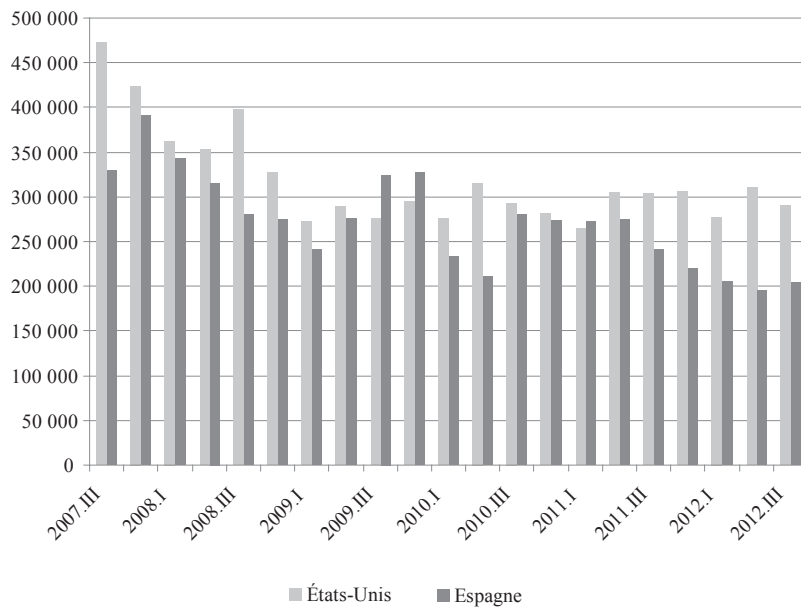


Fig. 6 – Variations trimestrielles des transferts des travailleurs équatoriens, comparaison États-Unis et Espagne entre 2007 et 2012 (en millions).

Sources : B. Mésini, Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds, réalisé par Dilip Ratha, Sanket Mohapatra et Ani Silwal de la Banque mondiale, <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/-Resources/3349341110315015165/Factbook2011French.pdf>.

Une autre résultante de la récession est la contraction de l'envoi de fonds par les migrants équatoriens, en baisse de 10,47 % par rapport à 2011 (698,3 millions), représentant 625,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2012, dont 200 en provenance d'Espagne, selon le rapport 2012 de la Banque centrale d'Équateur, comme l'illustre la figure 6.

L'ambassade d'Équateur à Madrid confirme que 3 000 expulsions ont eu lieu, et qu'environ 8 000 prêts hypothécaires sont toujours en cours dans la communauté équatorienne<sup>49</sup>. Depuis 2007, l'association sociale et culturelle la Coordinadora Nacional de Ecuatorianos en España (Conadee), en collaboration avec la Plataforma a Afectados por la Hipoteca (PAH) créée en juin 2011 à Madrid, se mobilisent contre les crédits hypothécaires « établis dans des conditions d'illégalité et de fraude ». Les acteurs associatifs exigent l'annulation de la dette en cas de confiscation du bien, s'opposent aux banques espagnoles qui entendent réclamer les impayés de crédits aux migrants rentrés au pays, et ont réussi à faire empêcher une centaine d'expulsions en Espagne<sup>50</sup>.

169

Ceux qui souhaitent rentrer peuvent bénéficier du plan de retour volontaire mis en place par l'Espagne en 2008. Le montant de l'aide s'élève à 100 % de la prestation de chômage restant à liquider, à payer en 2 versements : 40 % en Espagne, avec un engagement de quitter le pays dans les 30 jours, puis 60 % dans le pays d'origine, à condition de ne pas revenir en Espagne pendant trois ans. Pour sa part, le gouvernement équatorien s'est engagé à verser une somme équivalente aux investissements apportés par le migrant pour monter son négoce, à travers le plan « Kukayo » (casse-croûte en quechua).

## Un temps politique en retard sur lui-même

Nous concluons par ce « temps en retard sur lui-même, dont l'écoulement se fait trop attendre, malgré l'avenir qu'il actualise dans le présent, sans le rendre effectif »<sup>51</sup>. La « libre circulation des travailleurs », initialement prévue par le traité de Rome (1957)<sup>52</sup> puis par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (2008), implique « l'abolition de toute discrimination fondée sur la nationalité entre les travailleurs des États-membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération, les autres conditions de travail et la protection sociale ». Au niveau européen, la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 qui concerne le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services, vise à éviter les distorsions de concurrence provenant de la différence entre les législations du travail des États membres. Elle fixe un « noyau dur » de droits et un socle de règles du

pays d'accueil applicables lorsqu'ils sont plus favorables que ceux du pays d'origine : salaires, temps de travail, de repos, congés, sécurité et santé au travail et respect de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes.

L'observation des conditions de vie et de travail des travailleurs andins, détachés dans les vergers de Provence, illustre leur dépendance vis-à-vis de l'entreprise de travail temporaire, qui gère l'accès aux droits civils, politiques, économiques et sociaux dans un contexte saillant de crises successives ou concomitantes dans les pays d'origine, de résidence et de détachement. Les entreprises prestataires et utilisatrices se sont développées dans le secteur agricole en tirant parti de la différenciation des statuts des travailleurs migrants, de l'externalisation des coûts et des droits du travail ainsi que de la diversification et de l'extraversion des investissements de capitaux.

170

La coexistence de plusieurs droits et régimes de sécurité sociale constitue un « vecteur de dumping social et un frein au progrès social » : « Ce système génère une concurrence déloyale d'entreprises qui n'ont pas à respecter les mêmes règles et n'en supportent pas les coûts, en termes de salaire minimum, de prestations sociales, de limitation du temps de travail, de protection du salarié »<sup>53</sup>. Bien que l'ETT étudiée revendique un travail en conformité avec les lois sur le détachement dans le cadre d'une prestation de services, les travailleurs rencontrés signalent qu'ils n'ont aucun suivi médical en Espagne avant ou au terme de leurs contrats et qu'ils ne reçoivent pas de protections de travail lors des missions, en dépit des obligations légales dans les deux pays<sup>54</sup>. En outre, si toutes les heures travaillées sont payées par l'ETT, Juan et Manuel s'interrogent sur les effets d'une sous-déclaration chronique puisque seuls 10 à 13 jours ouvrés figurent sur les fiches de paie délivrées en Espagne, alors qu'ils travaillent en moyenne entre 22 et 24 jours par mois en France.

Entrée en vigueur le 14 décembre 2011, la directive « permis unique » du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne simplifie les procédures d'admission au travail des ressortissants de pays tiers et garantit un socle commun de droits, « sur le fondement de l'égalité de traitement », à ceux qui résident légalement dans un État membre. En revanche, elle exclut de son champ d'application les salariés en mobilité intra-entreprise, les travailleurs saisonniers et les travailleurs détachés. En ce qui concerne spécifiquement ces derniers et bien *a minima*, la proposition de directive européenne du 21 mars 2012 ne fixe que cinq objectifs pour « leur garantir l'exécution de la directive de 1996 »<sup>55</sup>. *In fine*, le temps court et cyclique de la rentabilité du capital productif se joue du temps long et délibératif des institutions politiques (nationales et internationales), hypothéquant « la discordance des temps comme source de crises<sup>56</sup> ».



## Notes

1. G. Gurvitch, 1963, p. 356-357.
2. *Ibid.*, p. 338.
3. *Ibid.*, p. 327.
4. R. Sue, 1994, p. 61.
5. L. Rivarés Sánchez, 2009, p. 137.
6. Rapport Grommerch, 2011, p. 16.
7. F. Décosse, 2011.
8. B. Mésini, 2009, p. 105-112.
9. G. Gurvitch, 1963, p. 343.
10. Les entretiens ont été conduits depuis 2007, d'abord au gré de rencontres informelles, dans divers lieux du village d'Aureille (13930) – cabine téléphonique, bar, fêtes estivales –, puis régulièrement lors de rencontres mensuelles à mon domicile avec Juan, témoin privilégié qui m'a présenté d'autres travailleurs détachés sur les exploitations agricoles de la Crau entre 2009 et 2012.
11. G. Gurvitch, 1963, p. 342.
12. O. Merckling, 1998, p. 34.
13. F. Berteau, M. Palain, 2011.
14. Contrairement à la procédure d'introduction des contrats saisonniers par l'OFII qui prévoit l'emploi et le paiement des salaires jusqu'au terme du contrat fixé préalablement par l'employeur.
15. R. Sue, 1994, p. 166.
16. G. Gurvitch, 1963, p. 343.
17. K. Ferrero, 2007.
18. ATTESUR asociacion de empresas de trabajo temporal del Sur, « Nosotros la crisis la vemos como una oportunidad », *La Verdad*, 3 juin 2009.
19. Prix « Entreprise 5 étoiles » décerné par l'université Miguel Hernandez, prix « Jeune entreprise de la Région de Murcie » et prix national du « Jeune entrepreneur ».
20. « Popular otorgará en España créditos a inmigrantes ecuatorianos para comprar casas en su país », *Europa Press*, 31 mai 2004 [<http://www.invertia.com/noticias/articulo-final.asp?idNoticia=1081590>].
21. K. Ferrero, 2007.
22. R. Guillen, 2009, p. 6-7.
23. O. L. Gonzáles, 2011, § 20.
24. J. Boyer, 2013, p. 78-79.
25. G. Gurvitch, 1963, p. 341.
26. F. Ruiz Vallejo, 2009.
27. A. Pellegrino, 2007, p. 108.
28. V. Baby-Collin, G. Cortes, N. Miret, 2009, p. 128-129.
29. C. Pedone, 2001.

30. C. Arab, 2009, p. 184.
31. A. Bensa, E. Fassin, cités par L. Bantigny, 2013, p. 19.
32. N. Elias, 1984, p. 82.
33. G. Simon, 2008, p. 159.
34. Entretien réalisé à mon domicile, le 12 septembre 2010.
35. Anticipo de nomina.
36. G. Gurvitch, 1963, p. 341.
37. « A la cama », est quotidiennement répété par le père et son fils, chefs de l'exploitation.
38. L. Bantigny, 2013, p. 15.
39. Séries d'intervalles et d'instantanés placés entre les durées.
40. G. Gurvitch, 1963, p. 342.
41. F. Hartog, cité par Q. Deluermoz, 2013, p. 5.
42. Interviewé à mon domicile, à Aureille, le 19 septembre 2010.
43. N. Elias, 1984, p. 38.
44. G. Gurvitch, 1963, p. 344.
45. Registre administratif déclaratif dans lequel s'inscrivent les personnes qui résident habituellement dans la municipalité, Source INE 2013, Statistiques du Padrón, 2010 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
46. OCDE, *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE, 27 juin 2012, Notes par pays, Espagne, p. 252.
47. M. Brun, 2012, p. 3.
48. Selon l'estimation de l'Union générale des travailleurs (UGT), alors qu'ils étaient 11 000 en moyenne entre 2004 et 2007, in « Le retour des vendangeurs espagnols, un fruit de la crise », *L'Indépendant* [<http://www.lindependant.fr/2012/08/29/le-retour-des-vendangeurs-espagnols-un-fruit-de-la-crise,161353.php> (mis en ligne le 29 août 2012)].
49. P. Mena Eraso, 2011.
50. O. L. Gonzales, 2011.
51. G. Gurvitch, 1963, p. 342.
52. Le traité prévoit « l'abolition, entre les États membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux ».
53. Rapport Grommerch, 2011, p. 22.
54. En France, art L. 1251-23 du Code du travail et art 17 du Décret royal 39/1997.
55. Instaurer des normes plus ambitieuses d'information, établir des règles claires de coopération au niveau des autorités nationales, mieux contrôler les applications du détachement, définir la portée de la surveillance et les compétences des autorités, améliorer la prise en compte des droits des travailleurs (grâce à l'introduction d'une responsabilité solidaire pour le paiement des salaires) et le traitement des plaintes, Directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil, *Journal Officiel*, n° L 343 du 23 décembre 2011.
56. J. Boyer, 2013, p. 79.

## Bibliographie

- Arab C., 2009, *Les Aït Ayad - La circulation migratoire des Marocains entre la France, l'Espagne et l'Italie*, chap. VI : « L'Espagne, espace de transit et d'installation pour les Aït Ayad », Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 165-209.
- Baby-Collin V., Cortes G., Miret N., 2009, « Les migrants andins en Espagne. Inscriptions spatiales et repérage de filières », *Dialogues transatlantiques autour des migrations latino-américaines en Espagne*, Madrid, Casa Velasquez (*Mélanges de la Casa Velasquez*, 39-1), p. 115-140.
- Bantigny L., 2013, « Historicités du xx<sup>e</sup> siècle. Quelques jalons sur une notion », in L. Bantigny, Q. Deluermoz, *Historicités du 20<sup>e</sup> siècle. Coexistence et concurrence des temps*, Paris, Presses de Sciences Po (*Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1, 117) janv.-mars, p. 13-25.
- Bensa A., Fassin E., 2002, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, 38, p. 5-20.
- Berteau F., Palain M., 2011, « Travailleurs équatoriens livrés clés en main », enquête février-mars, Institut pratique du journalisme de Paris [<http://ajis.asso.fr/ajis/content/l'article-du-prix-2011>].
- Boyer J., 2013, « Les crises financières comme conflit de temporalités », in L. Bantigny, Q. Deluermoz, *Historicités du 20<sup>e</sup> siècle. Coexistence et concurrence des temps*, Paris, Presses de Sciences-po (*Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1, 117), janv.-mars, p. 69-88.
- Brun M., 2012, « Europe du Sud : un retour à la terre pour affronter la crise économique ? », *Les notes d'alerte* du CIHEAM, 82, Secrétariat général, CIHEAM, 11 juin.
- Cambon D., 2009, « La crise en Espagne fait repartir les Équatoriens », envoyée spéciale à Quito, *Le Figaro*, 20 nov. [[www.lefigaro.fr/.../01003-20091121ARTFIG00065-la-crise-en-espagne-fait-repartirles-equatoriens-.php?](http://www.lefigaro.fr/.../01003-20091121ARTFIG00065-la-crise-en-espagne-fait-repartirles-equatoriens-.php?)].
- Décosse F., 2011, *Migrations sous contrôle. Agriculture intensive et saisonniers marocains sous contrat OMI*. Thèse 3<sup>e</sup> cycle, EHESS, Paris.
- Deluermoz Q., 2013, « Les formes incertaines du temps. Une histoire des historicités est-elle possible ? », in L. Bantigny, Q. Deluermoz, *Historicités du 20<sup>e</sup> siècle. Coexistence et concurrence des temps*, Paris, Presses de Sciences Po (*Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1, 117), janv.-mars, p. 3-11.
- Elias N., 1984, *Du temps*, Paris, Fayard.

- Ferrero K., 2007, « Recolectores de negocios », Alicante, publié le 6 août [archivo.expansionyempleo.com/2007/08/.../1023347.html (consulté le 17 février 2011)].
- González O. L., 2011, « Les Migrants, sujets de la mobilisation ? L'expérience des migrants équatoriens dans la crise espagnole à la fin des années 2000 », *Les Cahiers ALHIM*, 22 (« Migrant.e.s latino-américain.e.s dans les années 2000 : crises, défis et enjeux ») [http://alhim.revues.org/4151].
- Guillen R., 2009, « Des vies sous hypothèque à Madrid », *Le Monde diplomatique*, juil.
- Gurvitch G., 1963, *La vocation actuelle de la sociologie, 2 : Antécédents et perspectives*, Paris, PUF.
- Hartog F., 2003, *Régimes d'historicité : présentisme et expérience du temps*, Paris, Seuil.
- Jounin N., 2010, « Des sans-papiers locaux à la sous-traitance internationale. Trajectoire d'un métier du bâtiment : le ferrailage », in A. Morice, S. Potot (dir.), *De l'ouvrier immigré au travailleur sans papiers*, Paris, Karthala, p. 69-91.
- Marx K., 1985, *Le Capital*, Livre I, Paris, Champs-Flammarion.
- Mena Erazo P., 2011, « El Immigrante ecuatoriano busca otras tierras para afrontar crisis », *El Pais*, Quito, 21 oct.
- Merckling O., 1998, *Immigration et marché du travail. Le développement de la flexibilité en France*, Paris, L'Harmattan.
- Mésini B., 2009, « Enjeux des mobilités circulaires de main-d'œuvre : l'exemple des saisonniers étrangers dans l'agriculture méditerranéenne », *Méditerranée*, 113, p. 105-112 (« Migrations et territoires de la mobilité dans l'espace méditerranéen »).
- Organisation internationale pour les migrations, Document de débat. « Social – Les migrants latino-américains en Europe », 11<sup>e</sup> forum de Biarritz, 4 et 5 nov. 2010.
- Pellegrino A., 2007, « Immigration et émigration en Amérique du Sud », *Hommes & Migrations*, 1270 (« dossier Migrations latino-américaines »), nov.-déc., p. 102-113.
- Pedone C., 2001, « L'immigration extracommunautaire et les moyens de communication : l'immigration équatorienne dans la presse espagnole », in *Migration et changement social, Scripta Nova. Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, 94, 1<sup>er</sup> août [http://www.ub.es/geocrit/sn-94-43.htm].

- Rapport d'information déposé par la Commission des affaires européennes sur le détachement des travailleurs, présenté par Anne Grommerch, enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale, le 8 février 2011.
- Rivarés Sánchez L., 2009, « Estudio del proceso de reclutamiento 'traete un amigo' en el sector de las empresas de trabajo temporal ». Thèse de doctorat, Université de Salamanque.
- Ruiz Vallejo Fernando, 2009, « El éxodo colombo-ecuadoriano hacia España: elementos para el análisis de sus flujos migratorios », *Revista Migrante*, 5, janv.
- Simon Gildas, 2008, *La planète migratoire dans la mondialisation*, Paris, Armand Colin.
- Sue R., 1994, *Temps et ordre social. Sociologie des temps sociaux*, Paris, PUF, coll. La sociologie.

